pS-Eau RÉSEAU Sénégal newsletter

Septembre 2025

# *Des actualités sur le secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal et sur la vie du réseau !*

Dans ce numéro :


Actualités
Bilan d'une étude approfondie en Casamance et au Sénégal oriental

Hydraulique rurale
Focus gouvernance
Les échos du terrain

Solidarité internationale
Le projet SPEAKI à Kédougou
L'approche territoriale d'ADOS au service du développement local
Les impacts du programme GAWDI dans le nord du Sénégal

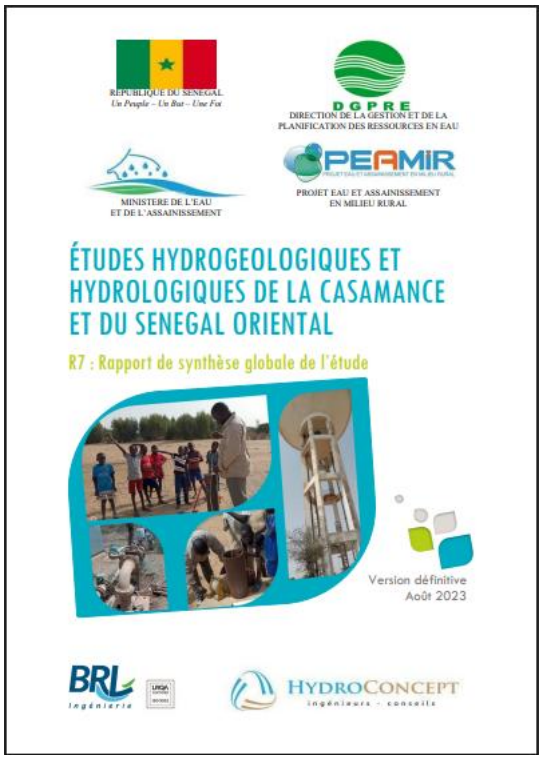
Vie du réseau
Un partenariat stratégique renouvelé
Mobilisation d'une délégation sénégalaise en France
Et aussi…



CONTACTS
Au Sénégal : khadidiatou.ba@pseau.org
basile.diouf@pseau.org
En France : sylvain.cottalorda@pseau.org

# ACTUALITES DU SECTEUR

## Mieux connaître l'eau pour la gérer : bilan d'une étude approfondie en Casamance et au Sénégal oriental




Dans un contexte marqué par une pression croissante sur les ressources en eau et par les effets tangibles du changement climatique, le Sénégal franchit une étape stratégique en matière de connaissance et de planification. Grâce à l'étude hydrogéologique et hydrologique de la Casamance et du Sénégal Oriental, pilotée par la **Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE)** en 2023 avec l'appui du groupement **BRLi/Hydroconcept**, une base scientifique solide a été établie pour soutenir la gestion durable des ressources dans ces régions à fort potentiel mais historiquement peu documentées.

### Objectifs et zones d'intervention

L'étude, financée dans le cadre du **Projet Eau et Assainissement en Milieu Rural (PEAMIR)**, visait à :

- **actualiser et approfondir les connaissances** sur les eaux de surface et souterraines ;
- **quantifier les ressources disponibles** pour divers usages (AEP, agriculture, industrie) ;
- **anticiper les effets du changement climatique et des prélèvements** sur la ressource ;
- **outiller la DGPRE** pour une gestion intégrée à l'échelle des bassins.

La zone étudiée s'étend sur près de **88 000 km²**, couvrant les régions administratives de **Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou et Kaffrine** — soit près de **45 % du territoire national**.

### Ressources hydrologiques : un potentiel sous pression

- Casamance

Les analyses hydrologiques montrent que la **variabilité interannuelle** des débits est importante. À Kolda, le **débit moyen** du fleuve Casamance est estimé à **1,8 m³/s**, avec un apport annuel d'environ **57 millions de m³**. D'autres sous-bassins (Kayanga, Soungrougrou, Sofoniama) présentent des situations similaires, bien que souvent non jaugés, ce qui limite la précision des estimations.

Les **hautes eaux** s'étendent généralement de **juillet à novembre**, mais le débit chute drastiquement entre **avril et juin**. À cela s'ajoute une **salinisation préoccupante** des eaux en Basse Casamance, due à la remontée des intrusions marines accentuée par la diminution des écoulements et l'effet du barrage de Médina Namo.

- Sénégal Oriental

Les cours d'eau majeurs comme la **Falémé** et le **fleuve Gambie** affichent un **potentiel plus important**. À la station de **Kidira**, le débit moyen est de **4,5 milliards de m³/an** ; à **Mako**, ce chiffre est de **3 milliards de m³/an**. La saison des pluies s'étend entre **août et octobre**.

### Changement climatique : des impacts anticipés

Les projections à l'horizon 2040 et 2080, basées sur les scénarios **RCP 4.5** (modéré) et **RCP 8.5** (pessimiste), montrent une tendance générale à la **baisse des volumes** disponibles, notamment en période d'étiage. Dans le bassin de la Casamance par exemple, les débits moyens et les débits quinquennaux secs (écoulement minimal attendu 1 année sur 5) sont amenés à **diminuer de 10 à 30 %** selon les scénarios.

Cette baisse pourrait compromettre l'alimentation en eau potable et la recharge des aquifères peu profonds, tout en accentuant les conflits d'usage entre agriculture, AEP et écologie.

### Ressources souterraines : un levier stratégique

L'étude a permis de caractériser plusieurs **systèmes aquifères majeurs** (Continental Terminal, Maastrichtien, Oligo-miocène, Socle cristallin). Les besoins futurs en eau potable ont été estimés en fonction de la croissance démographique, avec des prélèvements d'eau souterraine augmentant de 40 Millions $m^3$/an actuellement à environ 207 Millions $m^3$/an en 2050.

### Soutenabilité des Aquifères :

- **Continental Terminal** : Une augmentation de prélèvements de 10 $Mm^3$/an est acceptable, avec une situation piézométrique plus favorable en 2050.
- **Socle** : Une augmentation de 17 Millions $m^3$/an est acceptable, mais la sur-sollicitation des principaux champs captants pourrait poser problème.
- **Oligo-Miocène** : Une augmentation de 60 Millions $m^3$/an semble être le maximum prudent.
- **Maastrichtien** : Une augmentation de 120 Millions $m^3$/an est acceptable, malgré une baisse importante des niveaux d'eau.

Les modélisations géométriques et hydrodynamiques montrent que des volumes exploitables existent, mais :

- les **capacités de recharge varient fortement** selon la zone géologique,
- et la **qualité de l'eau est parfois altérée** : forte concentration en fer, en sulfates et pesticides (perméthrine), nitrates, voire **présence de Coliformes et d'E. coli** dans les nappes peu profondes.

La vulnérabilité de certains aquifères impose des mesures de **protection et de surveillance accrue**, en lien avec les usages locaux.

Pour plus d'informations, consulter le rapport de synthèse de l'étude hydrologique et hydrogéologique de la Casamance et du Sénégal oriental.

## Focus gouvernance : Clarifier les rôles pour renforcer les services d'eau en milieu rural au Sénégal

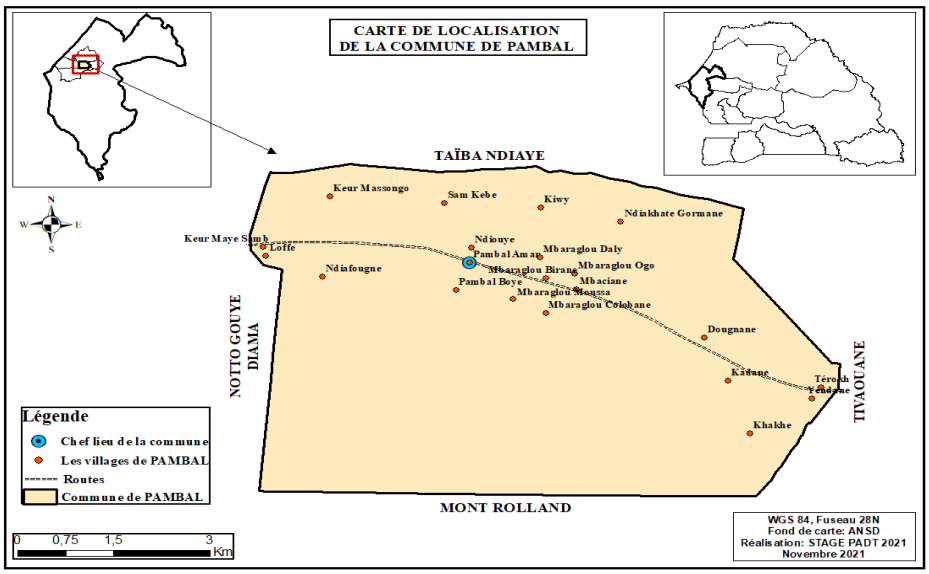
En 2014, le Sénégal a enclenché un processus visant à réformer l'hydraulique rurale à travers la mise en place de Délégations de Service Public (DSP) de l'eau dans les zones rurales du Sénégal. Cette nouvelle organisation remplace la gestion communautaire qui a prévalu pendant près de 15 ans en s'appuyant sur les Associations d'Usagers de Forage (ASUFOR). Cette réforme s'est traduite par la mise en œuvre d'importants investissements (patrimoine estimé aujourd'hui à plus de 2000 SAEP) et une évolution du cadre juridique et institutionnel, avec une implication plus marquée du secteur privé et un recentrage des missions des services centraux.

Au regard de ce nouvel environnement institutionnel concernant le sous-secteur de l'hydraulique rurale ainsi que des enjeux qui lui sont associés, le pS-Eau Sénégal, dans sa mission d'appui aux politiques publiques et aux initiatives locales, s'est engagé à mobiliser le réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement qu'il anime afin de produire de manière inclusive **un document synthétique clarifiant le rôle des acteurs dans la gouvernance des services d'eau en milieu rural au Sénégal** suite à la mise en œuvre de la réforme de l'hydraulique rurale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures à prendre pour soutenir le processus de la réforme notamment l'axe concernant **l'information, la sensibilisation et la communication sur le cadre juridique** dans le contexte des DSP. Ce document vise donc à **clarifier les mandats** et **responsabilités** des différents acteurs du secteur – État, collectivités territoriales, opérateurs privés, usagers, OSC et partenaires techniques et financiers – dans les différents contextes de gestion des services d'eau en milieu rural : **la gestion transitoire** incluant la gestion communautaire ainsi que **la gestion privative**.

Pour plus d'informations, consulter le document de synthèse sur la clarification du rôle des acteurs dans la gouvernance des services d'eau en milieu rural.

## Les échos du terrain

Dans la commune rurale de **Pambal**, située dans la région de Thiès (Sénégal), plus de **1 347 élèves** dont (712 Filles - 635 Garçons) sont privés **d'infrastructures sanitaires décentes**. Dans certaines écoles comme celle de Pambal Centre, **563** enfants **partagent** des toilettes insalubres et sans accès à l'eau, mettant leur santé et leur dignité en danger.




Pour pallier à cette situation, la start-up sociale **ART PESOUNG**, en collaboration avec la mairie, a lancé le programme « **Assainissement rural inclusif** », visant **la construction de toilettes écologiques et accessibles, l'installation de pompes solaires, la gestion des eaux usées**, ainsi que **la sensibilisation à l'hygiène menstruelle**.

Un premier projet de 6 blocs sanitaires (60 cabines) est prévu dans six écoles. Le coût global du programme est estimé à 82 millions FCFA (environ 125 000 €).

**Vous êtes intéressés à apporter un appui à ce projet ? Faisons converger nos efforts pour l'atteinte de l'ODD6 au Sénégal !**

Pour plus d'informations, contacter Khadidiatou Ba NDIAYE, Coordinatrice du réseau Sénégal : khadidiatou.ba@pseau.org

# SOLIDARITE INTERNATIONALE

## Quand la solidarité internationale irrigue les territoires : le projet SPEAKI à Kédougou

Depuis 2016, les Départements de l'Isère (France) et de Kédougou (Sénégal) collaborent dans le cadre d'un partenariat axé sur le **développement local durable.** Le territoire de Kédougou fait face à de nombreux défis socio-économiques, dont un **accès limité aux services de base**, notamment dans les secteurs de l'eau potable, de l'assainissement et de la santé.

Dans ce contexte s'inscrit le projet **SPEAKI** (Solidarité Pour l'Eau et l'Assainissement Kédougou-Isère), ayant pour ambition d'**améliorer durablement l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les communes de Fongolimbi et Ninéfécha.**

Le projet a débuté au mois de **novembre 2024** pour une durée de 3 ans. Il est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) pour un coût estimé à **2,3 Millions d'euros** (soit 1,5 Milliard de francs CFA).

Le projet SPEAKI prévoit : (1) La construction/rénovation d'infrastructures hydrauliques en vue d'**améliorer le fonctionnement des services d'eau,** (2) La construction de toilettes privées et publiques pour **permettre l'accès à des services d'assainissement abordables et durables**, (3) Des campagnes de sensibilisation et des formations de comités de pilotage des forages pour **assurer une gestion efficace et une durabilité de ces services**.

**Retour sur les réalisations récentes :**

✅ **Atelier de lancement – le 28 janvier 2025**

Cet événement a permis de présenter les objectifs stratégiques du projet et d'obtenir l'adhésion des partenaires.

✅ **Avancées sur l'eau potable (eau)**

Lancement en mai, d'une étude technique et socio-économique visant à **évaluer les ressources en eau disponibles et à anticiper les besoins sur un horizon de 20 ans**, en tenant compte de la croissance démographique. Elle inclut un inventaire exhaustif des points d'eau existants et des essais techniques sur

certains forages, une analyse approfondie des conditions socio-économiques et sanitaires liées à l'accès à l'eau, ainsi que des propositions de modèles de gestion durable, adaptés aux réalités locales.

✅ Étude socio-économique et sanitaire (assainissement)

Une **enquête socio-économique de référence** a été menée par le GRET du 24 février au 4 mars 2025 auprès de 305 ménages dans les communes de Fongolimbi et Ninéfécha. Cette étude visait à établir un diagnostic initial en matière d'hygiène et d'assainissement.

Les résultats révèlent une situation critique : plus de **35 % des ménages pratiquent encore la défécation à l'air libre** et les installations existantes sont très précaires – la majorité des latrines sont rudimentaires, souvent sans ventilation (62,5 %), ni toit (79,8 %), ni eau (84,1 %).

Pour plus d'informations, contacter Chloé Richard, Chargée du projet SPEAKI : chloe.richard@isere.fr

## Eau, assainissement, climat : l'approche territoriale d'ADOS au service du développement local

Depuis près de quarante ans, l'association **Ardèche Drôme Ourossogui Sénégal (ADOS)** intervient au nord du Sénégal, principalement dans la région de **Matam** et, plus récemment, dans celle de **Saint-Louis** (départements de **Dagana** et **Podor**). Ses interventions ciblent prioritairement les domaines de **l'eau**, de **l'assainissement**, de **l'adaptation aux changements climatiques** et de **l'éducation à la citoyenneté mondiale**.

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, ADOS déploie plusieurs projets financés par des partenaires français et sénégalais, dont les collectivités territoriales, les agences de l'eau et l'Agence Française de Développement (AFD). Son approche repose sur un triptyque : **Gouvernance – Investissement – Sensibilisation**, avec une forte implication dans la **concertation locale** entre collectivités, services techniques, autorités administratives et représentants communautaires.

- Une stratégie d'action intégrée

ADOS accompagne la mise en œuvre d'infrastructures essentielles : latrines, bacs à laver, blocs sanitaires, bornes-fontaines, extensions de réseaux d'eau, stations de traitement des boues de vidange et unités de potabilisation. Elle appuie également la **transition énergétique** dans la gestion des forages ruraux grâce à des solutions hybrides incluant le solaire.

Ces investissements s'accompagnent d'une animation territoriale active : **cadres de concertation décentralisés**, **actions de participation citoyenne**, et **renforcement des capacités locales**. Ainsi, dans le département de **Dagana**, l'association soutient la mise en œuvre du **Plan Départemental d'Hydraulique et d'Assainissement (PDHA)** à travers quatre projets majeurs, favorisant des rencontres régulières entre acteurs locaux pour définir des **priorités opérationnelles**.

Dans la commune de **Gnith**, ADOS facilite également l'élaboration d'un **plan local d'eau et d'assainissement**, dans le cadre d'un partenariat entre la commune sénégalaise et la commune française d'**Espalion**.

Dans le département de **Kanel**, le projet **ADEL** (Assainissement et Développement Économique Local) mobilise les autorités pour initier des **ententes intercommunales** autour de la gestion des boues de vidange, avec l'appui à la construction de **480 latrines** et **127 bacs à laver** dans les communes de **Waoundé, Ndendory, Bokiladji** et **Aouré**.

Enfin, à **Matam**, le projet **RESILIENCE** (Résilience climatique et développement économique local à Matam) lancé en 2025, en collaboration avec le **Syndicat Intercommunal des Eaux de l'Herbasse (SIEH)**, accompagne la réalisation d'un **plan d'adaptation climatique** face aux risques d'inondation et aux enjeux d'optimisation de l'usage de l'eau.

- Sensibilisation et éducation à la citoyenneté

En 2023 et 2024, plus de **10 000 personnes** ont été sensibilisées dans les communautés et les écoles. Les campagnes abordent des thèmes cruciaux tels que : **l'abandon de la défécation à l'air libre**, **l'entretien des toilettes**, **le lavage des mains**, **la gestion des fuites d'eau** ou encore **le paiement des factures d'eau**.

Dans le cadre du projet **RENSEAD (Renforcement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement dans le Département de Dagana)**, des **chefs de village et gestionnaires d'unités de potabilisation (UPT)** ont été formés sur les fuites d'eau, puis ont relayé ces connaissances dans **12 villages** autour de l'UPT de **Mbilor**, commune de **Bokhol** (Dagana).

Les écoles ne sont pas en reste : dans le département de **Kanel**, en partenariat avec l'inspection académique de Matam, enseignants et élèves sont formés à l'hygiène, et accompagnés dans la mise en œuvre de **chartes d'hygiène scolaires**.

Pour plus d'informations sur les différents projets, contacter Seydou BADJI Responsable Opérationnel de ADOS au Sénégal : rop.se@ados-association.org, ou visiter le lien vers le rapport annuel de 2023 .

## De l'accès à l'eau et à l'assainissement à la sécurité alimentaire : les impacts du programme GAWDI dans le nord du Sénégal

**ONGAWA**, organisation espagnole qui travaille dans le domaine des **droits humains à l'eau et à l'assainissement (DHEA)**, met en œuvre depuis 2019 avec ses partenaires, **MUSOL** et **ONG3D**, le **Programme GAWDI** dans le **département de Podor** pour l'amélioration de l'état nutritionnel des populations en facilitant l'accès à l'**eau**, à l'**hygiène**, à l'**assainissement** et à l'**alimentation**, accompagnés par le renforcement de la **gouvernance locale**.

Le programme est financé par l'**Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)** et s'articule autour de trois objectifs : a) **augmenter la couverture des services d'eau,**

d'assainissement et d'hygiène avec une perspective de droits humains axés sur la nutrition ; b) améliorer la situation nutritionnelle des populations les plus vulnérables du département de Podor en améliorant et en diversifiant la production agricole ; c) renforcer la gouvernance et l'intégration WASH dans la nutrition par la formation, la planification, la participation, le plaidoyer et la génération de connaissances.

Des systèmes d'approvisionnement en eau ont été construits, notamment 3 mini-forages dans la zone du Walo proche du fleuve Sénégal et 4 châteaux d'eau à usage multiple avec des réseaux de distribution dans la zone aride sylvo-pastorale du Djeri, accompagnés par l'appui aux structures de gestion d'eau en collaboration avec la Brigade de Puits et Forages et l'OFOR.

L'assainissement a été réalisé à deux niveaux :

- Familial, à travers la stratégie mixte ATPC + subvention, qui a permis de construire plus de 400 latrines ;
- Scolaire, à travers la construction de 6 blocs sanitaires intégrant la gestion menstruelle et la sensibilisation des élèves, les deux accompagnés par une structure d'acteurs locaux.

La production agricole a été diversifiée sur plus de 50 hectares gérés par des groupes de femmes formées sur plusieurs thématiques : alphabétisation, gouvernance, production et gestion agricole...

Le programme a également soutenu l'élaboration des plans de développement communaux, avec la mise en place de cadres de concertation et d'un plan départemental, ainsi que la formation des élus, services techniques et comités sur l'approche des Droits Humains à l'Eau et à l'Assainissement (DHEA). L'élaboration d'un Plan Départemental d'Hydraulique et d'Assainissement (PDHA) et l'étude des DHEA à Podor ont permis de doter le département d'outils de référence pour la maîtrise de l'information territoriale et l'orientation des investissements et actions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, à partir d'une approche fondée sur les droits humains.

Le programme se poursuit avec une deuxième phase (2023-2027) dans 4 communes du département de Podor : Guédé Village, Gamadji Saré, Dodel et Doumga Lao.

Pour plus d'informations, contacter Dario Garcia, Représentant pays Sénégal d'ONGAWA: dario.garcia@ongawa.org

# LES ACTUALITES DU RESEAU SENEGAL DU pS-EAU

## Un partenariat stratégique renouvelé pour dynamiser la coopération dans le secteur de l'eau

Le 11 Avril 2025, le Programme Solidarité Eau et la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP) du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ont officiellement signé une **nouvelle convention de partenariat** visant à renouveler leur partenariat et à unir leurs forces autour d'objectifs communs.

La cérémonie de signature, qui s'est tenue au siège du pS-Eau à Paris, marque une étape importante dans le renforcement des liens entre les deux structures. En présence de Monsieur **Amadou DIALLO, Coordonnateur de la CPCSP** et Monsieur **Christophe LE JALLÉ Directeur Général du pS-Eau**, les deux partis ont exprimé leur volonté de renforcer leur collaboration sur des projets innovants et durables.

**Signée pour une durée de 3 ans** (2025-2027), cette convention a pour objectif principal de définir les engagements respectifs de chacune des partis et les modalités opérationnelles du partenariat.

Plus particulièrement :

Le pS-Eau s'engage à **associer la CPCSP** aux activités organisées dans le cadre de l'animation du réseau Sénégal en France et au Sénégal ; **renforcer la visibilité de la CPCSP** par rapport aux initiatives portées par les acteurs de coopération décentralisée non gouvernementale et accompagner via des séances d'appui-conseil et des visites terrain des acteurs de coopération décentralisée non gouvernementale souhaitant s'engager ou déjà engagés au Sénégal ;

La CPCSP s'est engagée à **apporter un accompagnement technique** dans le cadre de l'animation du réseau Sénégal du pS-Eau; à **faciliter la participation des représentants** du pS-Eau Sénégal aux différents cadres d'échanges et de concertation du secteur et la mise en œuvre des différentes activités prévues et de faciliter le partage d'informations relatives aux projets/programmes et réformes du secteur de l'eau et de l'assainissement ;

Enfin les deux parties s'engagent **mutuellement à** :

- **identifier, concevoir et accompagner** la réalisation d'actions de coopération favorisant l'émergence de projets de coopération décentralisée ;

- **capitaliser** sur les initiatives portées par les acteurs du secteur eau et assainissement,

- **produire et diffuser** des outils à destination des acteurs de coopération décentralisée non gouvernementale et institutionnels.

Cette convention de partenariat s'inscrit dans une dynamique de coopération à long terme, **initiée en 2016** avec une volonté commune de promouvoir les valeurs partagées, en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous au Sénégal.

## Mobilisation d'une délégation sénégalaise en France

Chaque année, la venue d'une délégation multi-acteurs du Sénégal en France permet de faciliter les rencontres avec les acteurs français, de créer des espaces d'échanges et d'impulser de nouvelles opportunités de partenariat et de collaboration. Cette année, la mission de la délégation sénégalaise s'est tenue du **6 au 12 avril 2025**. La thématique choisie, d'après les échanges préalables avec les acteurs sénégalais, était **l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire**. Une délégation sénégalaise multi-acteurs s'est donc mobilisée pendant près d'une semaine pour participer à cette mission en France dont le format était structuré autour de rencontres avec des partenaires en comité restreint et de temps d'échanges mobilisant différents acteurs du secteur de l'eau en France.

# DOCUMENTS A CONSULTER

Bilan de la mobilisation des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale française au Sénégal en 2024

pS-Eau réseau Sénégal

Coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Sénégal

BILAN DE L'ANNEE 2024

CONTEXTE

Evolution des engagements financiers de 2015 à 2024

En 2024, un **nombre record de 37 actions** de coopération décentralisée et non gouvernementale et de solidarité internationale ont été menées au Sénégal, représentant la somme totale de **7 029 310 €**. En cumulé, depuis 2007, **378** projets d'accès à l'eau et à l'assainissement réalisés par les acteurs français notamment les collectivités territoriales et les ONG ont été recensés au Sénégal, représentant un total d'un peu plus de 77 millions d'euros.

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur EAH au Sénégal. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions… N'hésitez pas à nous faire part de toute information susceptible d'intéresser les membres du réseau !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

LES AGENCES DE L'EAU